

## CURRICULUM VITAE

**Christine ROTHÉ épouse LAZERGES**

*Professeur de Droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

*Directrice de l'Ecole doctorale de droit comparé*

[Christine.Lazerges@wanadoo.fr](mailto:Christine.Lazerges@wanadoo.fr)

### *Diplômes juridiques*

Agrégation de Droit privé et sciences criminelles (1975)

Doctorat en Droit (Université de Paris II, 1969)

DEA de Droit privé (Université de Paris II, 1969)

DEA de Droit privé et sciences criminelles (Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, 1966)

Licence en Droit (Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Strasbourg, 1965)

Lauréate de la Faculté de Droit de Strasbourg.

### *Diplômes obtenus dans d'autres disciplines*

Licence ès Lettres (Faculté des Lettres de Strasbourg et Faculté des Lettres de Paris-Sorbonne, 1967)

### *Carrière Universitaire*

Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Directrice de l'Ecole doctorale de droit comparé

Professeur à l'Université de Montpellier I de 1979 à 2003

Professeur à l'Université Nationale de Côte d'Ivoire de 1975 à 1979

Maître-Assistante à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour de 1972 à 1975

Chargée de Cours à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour de 1970 à 1972

Assistante à l'Université de Paris II de 1967 à 1970

### ***Responsabilités scientifiques***

Directrice de l'École doctorale de droit comparé de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne  
 Membre extérieur du Conseil de l'École doctorale de droit comparé de Paris I (2001-2003)  
 Directrice de l'Equipe de Recherche sur la Politique Criminelle (Université de Montpellier I) de 1983 à 2003, (Equipe d'accueil Ministère de l'Enseignement Supérieur, Equipe EA J 0088)  
 Directrice du D.E.A. de Droit Pénal et Sciences Criminelles de Montpellier I (1983-2003)  
 Rédactrice en Chef de la Revue Archives de Politique Criminelle depuis 1985 (éditions Pedone)  
 Membre du Conseil National des Universités, section 01, de 1992 à 1997.

### ***Responsabilités administratives***

Conseiller pédagogique national auprès du Directeur des Enseignements Supérieurs de Mai 1991 à Juillet 1993.

### ***Travail législatif (Commission des lois de l'Assemblée nationale XIème législature 1997-2002)***

Rapporteur de la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes.

Rapporteur de la proposition de loi sur la lutte contre les différentes formes de l'esclavage aujourd'hui, adoptée par l'Assemblée nationale le 24 janvier 2002 puis intégrée à la loi pour la sécurité intérieure adoptée définitivement le 19 février 2003.

Responsable auprès du rapporteur de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs.

Responsable auprès du rapporteur de la loi n° 2001-115 du 3 décembre 2001 relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions du droit successoral.

Responsable auprès du rapporteur de la loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.

Etroitement associée à la préparation et au vote des lois suivantes :

Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

Loi n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité des procédures pénales.

Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999 insérant au titre VI de la constitution un article 53-2 et relative à la Cour pénale internationale.

Loi n° 2000-596 du 30 juin 2000 relative aux prestations compensatoires en matière de divorce.

Loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé administratif devant les juridictions administratives.

Loi n° 2000-647 du 10 juillet 2000 tendant à préciser la notion de délits non intentionnels.

Loi organique n° 2001-539 du 25 juin 2001 relative au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature.

### ***Participation à des associations ou sociétés scientifiques***

Association Internationale de Droit Pénal (AIDP)

Société de Défense Sociale (SDS)

Association de recherches pénales européennes (ARPE)

Association Française de Droit Pénal (AFDP)

Association Française de Criminologie (AFC)

Association Régionale de Criminologie Languedoc-Roussillon (ARCLR).

**Christine LAZERGES**

**Professeur à l'Université de Paris1 Panthéon-Sorbonne  
Directrice de l'école doctorale de droit comparé**

## **TRAVAUX**

### **I - OUVRAGES**

\* Thèse : « La Cour d'assises des mineurs et son fonctionnement. Etude sociologique et juridique ». L.G.D.J. 1973.

\* « La politique criminelle », P.U.F., Que sais-je ? n° 2356 - 1987.

\* « L'enseignement des sciences criminelles aujourd'hui ». Collection « criminologie et sciences de l'homme », ouvrage collectif, sous la direction de Christine Lazerges, ERES, 1991.

\* « Atlas de la criminalité en France » en collaboration avec G.Camilleri - La Documentation française - 1992.

\* Droits et libertés fondamentaux, ouvrage collectif, 1<sup>ère</sup> édition, Dalloz, 1995, « Le principe de la légalité des délits et des peines », p.311 et s. et à partir de 2001 « La présomption d'innocence » (10<sup>ème</sup> édition, 2004).

\* « Réflexions sur le nouveau code pénal », ouvrage collectif sous la direction de Christine Lazerges, Pedone, 1995, « La participation criminelle », p.11 et s.

\* « Vers des principes directeurs internationaux de droit pénal », ouvrage collectif sous la direction de Mireille Delmas-Marty, « La traite des femmes et des enfants par le proxénétisme », Tome 1, p.157 et s., 1995. ARPE/Editions de la Maison des Sciences et de l'Homme de Paris.

\* « Les mécanismes de contrôle. Les contrôles sociétaux », Tome IV, p. 253 et s., 1996. ARPE/Editions de la Maison des Sciences et de l'Homme de Paris.

\* « Les établissements pénitentiaires à gestion mixte », ouvrage collectif, Pédone, 1997.

\* « Réponses à la délinquance des mineurs » en collaboration avec Jean-Pierre Balduyck, Rapport au Premier Ministre, La Documentation Française, 1998.

\* Introduction à la politique criminelle, L'Harmattan, 2000, 2<sup>ème</sup> édition, 2001.

\* « L'esclavage en France aujourd'hui », Rapport de l'Assemblée nationale, 2001, n° 3459, Mission d'information sur les formes de l'esclavage aujourd'hui, Présidence Christine Lazerges

\* « Figures du parquet », ouvrage collectif sous la direction de Christine Lazerges, Les voies du droit, PUF, 2006

### **II - ARTICLES CHRONIQUES - NOTES DE JURISPRUDENCE**

#### **DROIT CIVIL - DROIT DU TRAVAIL**

\* « Le sort des régimes complémentaires en cas de transformation de l'entreprise par fusion-absorption » Droit social 1971 p.206 et s.

\* Note sous l'arrêt rendu par la Chambre Sociale de la Cour de Cassation le 6 octobre 1971 dans l'affaire Paulet, en matière de force majeure - J.C.P. 1973 II 17323.

\* Note sous les arrêts de la Chambre Sociale de la Cour de Cassation rendus les 4 et 31 janvier 1974 à propos de l'interprétation à donner à l'article 23, alinéa 8 du livre premier du Code du Travail - J.C.P. 1974 II 17878.

\* Les mandats tacites - Revue trimestrielle de Droit Civil 1975 p.222 à 247.

\* Refontes pour le juris-classeur social : Gérants de fonds de commerce et gérants succursalistes (1976).

\* La constatation de l'infraction et les poursuites pénales en Droit Pénal du Travail - Droit Social 1984 p.480 et s.

\* La diversification des réponses pénales à la commission d'une infraction au droit pénal du travail - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 1992 p.493 et s.

\* Chronique de Droit Pénal du Travail dans la revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé à compter du n° 3/1984 en collaboration avec Antoine Lyon-Caen, Geneviève Giudicelli-Delage et Agnès Cerf-Hollender (jusqu'en 1997).

### **III - ARTICLES CHRONIQUES - NOTES DE JURISPRUDENCE**

#### DROIT AFRICAIN

\* « Les services des administrations du travail dans les Etats d'Afrique francophone » in « Les grands services publics dans les Etats francophones d'Afrique Noire » sous la direction de Gérard Conac Economica 1984.

\* Les peines et les mesures de sûreté in Tome X Encyclopédie Juridique de l'Afrique sous la direction de P.F.Gonidec - Les nouvelles éditions africaines 1982.

\* Chronique de Droit du Travail à la Revue Ivoirienne de Droit n° 1 et 2 1977 p.103 à 141 et n° 1 et 2 1978 p.168 et s.

### **IV - ARTICLES CHRONIQUES - NOTES DE JURISPRUDENCE**

#### DROIT PENAL - POLITIQUE CRIMINELLE

\* Recherche sur quelques aspects de la procédure pénale appliquée aux mineurs criminels. Etude pour le Centre de Recherches de l'Education Surveillée de Vaucresson à partir de l'ensemble des dossiers des années 1968 et 1969.

\* « Le droit pénal » dans l'ouvrage. « Le droit aujourd'hui » paru édition CAL sous la direction du Professeur J.Rouvier Paris 1973.

\* Rapport sur « Les aspects sociologiques du vol dans les grands magasins » aux journées régionales de criminologie - Pau, octobre 1973.

\* Refontes pour le juris-classeur pénal : Juridictions pour enfants. Organisation et Compétence - 1977.

\* « L'objectivation dans le droit pénal moderne à propos de la loi Sécurité et Liberté » - Déviance et Société 1982 p.327 et s.

\* « Le concept d'imputabilité dans les doctrines de défense sociale » - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 1983 p.315 et s.

\* Les conflits de politique criminelle - Archives de politique criminelle n°7 p.37 et s.

\* La constatation de l'infraction et les poursuites pénales en Droit Pénal du Travail - Droit Social 1984 p.480 et s.

\* « L'expérience du travail d'intérêt général en Languedoc-Roussillon », Archives de Politique Criminelle n°9 p.142 et s. - 1987.

\* « Une politique criminelle participative. A propos de la mise en place et du fonctionnement des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance, l'exemple du Languedoc-Roussillon », Archives de Politique Criminelle n°10 p.91 et s. - 1988.

\* « La mise en oeuvre par un Conseil Communal de Prévention de la Délinquance de l'idée de participation des citoyens à la politique criminelle : l'exemple de Montpellier », Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé - 1988 p.150 et s.

\* « Les fonctions de la peine et la toxicomanie », Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé - 1988 n°4 p.857 et s.

\* « La jurisprudence des Commissions d'Indemnisation des Victimes d'Infractions Pénales (C.I.V.I.) », Archives de Politique Criminelle n°10 p.107 et s. - 1988.

\* « La prévention réhabilitée », Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé - 1990 p.178 et s.

\* « Etat et perspectives du droit pénal en France », à paraître in Actes des premières journées de sciences criminelles de Bretagne (Rennes, 9/10/11/12 mai 1990).

\* « Les problèmes actuels de politique criminelle », IVème conférence de politique criminelle, Strasbourg 9/11 mai 1990, Travaux du Conseil de l'Europe.

\* « Seuils d'âge et responsabilité pénale en Europe », Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé - 1991 p.414 et s.

\* Méthodes et instruments utilisés par les organismes de prévention de la délinquance en France - Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé - 1992 n°3.

\* La diversification des réponses pénales à la commission d'une infraction au droit pénal du travail - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 1992 p. 493 et s.

\* Quel droit des mineurs pour l'Europe de demain - in Mélanges Levasseur Litec 1992.

\* Essai de classification des procédures de médiation. Archives de Politique Criminelle n° 14 p. 17 et s.

\* Typologie des procédures de médiation pénale in Mélanges Colomer - Cujas 1992.

\* Processus de socialisation et apprentissage de la règle de droit - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 1993 p. 593 et s.

\* La séparation des fonctions de justice et le droit des mineurs à propos de l'arrêt de la Chambre Criminelle du 7 avril 1993 - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 1994, p.75 et s.

\* « De la politique de prévention de la délinquance à la politique de la ville » in Actes du 49ème cours international de criminologie, Louvain, 16/20 mai 1994, vol. I, p.213 et s., éd. Kleuverlaw International.

\* De l'irresponsabilité à la responsabilité pénale des mineurs délinquants - Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé, 1995, p.149 et s.

\* A propos des fonctions du nouveau code pénal - Archives de politique criminelle, n°17, p. 7 et s., Pédone, 1995.

\* « La participation criminelle » in ouvrage collectif « Réflexions sur le nouveau code pénal », p. 11 et s., Pédone, 1995.

\* Evolution de la délinquance urbaine contemporaine « Justices » n°2 juillet/décembre 1995 p. 79 et s.

\* Le travail d'intérêt général dans le nouveau code pénal in Actes du Colloque international de Vaucresson (octobre 1995) sur Michel Foucault « Surveiller et punir 20 ans après ».

\* Préface de l'ouvrage de Robert Cario « Jeunes délinquants » « A la recherche de la socialisation perdue », L'Harmattan, 1996.

\* Médiation pénale, justice pénale et politique criminelle, Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé, 1997, n°1.

\* Chronique de droit pénal du travail dans la Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé à compter du n°3/1984 et jusqu'en 1997 (en collaboration avec Antoine Lyon-Caën, Geneviève Giudicelli-Delage et Agnès Cerf-Hollender).

\* A propos du nouveau code pénal (avec Mireille Delmas-Marty), Revue de droit pénal et de criminologie, n° 1997, p. 133 et s.

\* Les établissements pénitentiaires à gestion mixte : un exemple de politique criminelle participative, Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1998, p. 180 et s.

\* Réponses à la délinquance des mineurs (avec Jean-Pierre Balduyck), Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1998, p. 610 et s., cf. aussi Revue française d'administration publique, n° 91, juillet-septembre 1999, p. 509 et s.

\* La réinsertion, une réalité à facettes multiples, Archives de Politique Criminelle, n° 22, Pedone, 2000.

\* Le projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1999.

\* Parlement et parlementaires dans l'élaboration de la loi pénale (avec Hubert Delesalle), Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 2000, p. 145 et s.

\* Le renforcement de la protection de la présomption d'innocence et des droits des victimes : histoire d'une navette parlementaire, Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 2001, p. 7 et s.

\* Les enjeux d'une nouvelle politique criminelle en matière de lutte contre l'esclavage (avec Hubert Delesalle), *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2002, n° 1 et 2,

\* Le renforcement des droits des victimes par la loi n°2000-516 du 15 juin 2000, *Archives de Politique Criminelle*, 2002, p. 15 et s.

\* Fallait-il modifier l'ordonnance du 2 février 1945 ?, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, 2003, p. 172 et s.

\* La dérive de la procédure pénale, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, 2003, p.644 et s.

\* Commentaire de la décision du Conseil Constitutionnel du 18 mars 2003 (Dominique Rousseau, Christine Lazerges), *Revue de Droit Public*, 2003, p. 1147 et s.

\* Dictionnaire de la Justice (sous la direction de Loïc Cadiet), rubrique « Délinquance », P.U.F. 2004

\* La sanction des mineurs : la fuite en avant, *Mélanges Lombois*, juillet 2004, PULIM

\* De la fonction déclarative de la loi pénale, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, 2004, p. 194 et s.

\* Professeurs, Hommage à Jean Carbonnier et Georges Levasseur, *Revue de Sciences Criminelle et de droit pénal comparé*, 2004 n°1

\* Hommage à Georges Levasseur, *Archives de politique criminelle*, n°25, Pedone 2003

\* Le Conseil Constitutionnel, acteur de la politique criminelle, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, 2004, p. 725 et s.

\* La présomption d'innocence en Europe, *Archives de politique criminelle* n°26, p.127 et s. Pedone 2004

\* L'actualité de la pensée de Marc Ancel, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, 2005, p. 165 et s.

\* La doctrine et la dérive législative de la procédure pénale, in « Les facultés de droit inspiratrices du droit ? » Presses universitaires de Toulouse, 2005

\* De l'écriture à l'usage de l'article préliminaire du code de procédure pénale, *Le Champ pénal Mélanges Ottenhof*, Dalloz 2006

\* Pénalistes, droit pénal et science criminelle dans les facultés de droit en France, *Mélanges Gassin*, Aix Marseille III, 2006

\* L'éclatement de la procédure pénale, *Mélanges Bouloc*, Dalloz, 2006

\* L'électronique au service de la politique criminelle : du placement sous surveillance électronique statique (PSE) au placement sous surveillance mobile (PSEM), *Chronique de politique criminelle*, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, n°1, 2006, p. 183 et s.

\* Réflexions sur l'erreur judiciaire, *Chronique de politique criminelle*, *Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé*, n°3, 2006, p. 709 et s.